



L'OUVERTURE COMMERCIALE SINO-MAROCAINE : QUEL IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU MAROC ?

OUADGHIRI Kaoutar, TAOUFIK Noujoud

Laboratoire de relations internationales et développement économique, FSJES Ain Chock,
Université Hassan II, Casablanca, Maroc

Laboratoire de relations internationales et développement économique, FSJES Ain Chock,
Université Hassan II, Casablanca, Maroc

RESUME : L'article analyse l'impact de l'ouverture commerciale entre le Maroc et la Chine sur la croissance économique du Royaume. Depuis 1979, l'économie chinoise n'a pas cessé d'évoluer s'inspirant du modèle de ses voisins et dépassant les attentes du reste du monde, hissant une place au plus haut du classement. Ce pays a ainsi suscité l'intérêt de plusieurs économistes, tout comme l'effet que peut avoir l'ouverture sur la croissance. Cette étude s'intéresse alors à ces deux faits. En utilisant la corrélation à régression simple prenant en considération le taux de croissance et les variables de l'ouverture, le résultat a été plutôt positif. Afin de développer l'étude et vérifier le résultat obtenu par l'approche quantitative et surtout discuter des défis que le Maroc devra relever pour mieux profiter de sa relation commerciale avec la Chine, des entretiens semi-directifs ont été réalisés.

Mots clés : Ouverture commerciale, croissance économique, Chine, Maroc, corrélation à régression simple, entretiens semi-directifs.

Digital Object Identifier (DOI) : <https://doi.org/10.5281/zenodo.10607653>



1- INTRODUCTION

Le monde témoigne, ces dernières décennies de nombreuses mutations qui ont changé la donne économique et politique, à commencer par l'émergence de plusieurs pays asiatiques notamment la Chine, et en passant par les difficultés structurelles que rencontre l'U.E jusqu'à la pandémie du Covid-19, qui a bouleversé l'économie du monde.

La Chine, l'empire du milieu ou encore « l'usine du monde », comme surnommée actuellement, a suscité l'attention de plusieurs économistes curieux de savoir comment ce pays a pu connaître autant de réussite en si peu de temps, là où plusieurs pays ont échoué et où d'autres peinent toujours. Comment un tel pays, faisant partie, il y a quelques années encore, des pays en développement, protectionniste, communiste, a pu dépasser les meilleurs pour ensuite devenir, en l'espace de quelques décennies de croissance rapide, la seconde puissance économique mondiale ? L'émergence de ce géant asiatique a eu un impact apparent sur le reste du monde, sur leurs politiques d'ouverture ainsi que sur leurs stratégies de croissance et a donné un espoir à tous les pays en développement. Et ceux, malgré les critiques des pays occidentaux accusant notamment la Chine de néocolonialisme sous ses aires de puissance généreuse. D'où l'intérêt de ce sujet qui prend en considération le Maroc, faisant partie de ces pays en développement fascinée par l'avancée chinoise.

Le Maroc, un pays africain, arabe, ayant une position géographique stratégique et nouant des accords de libre-échange avec l'Union européenne et les Etats-Unis, un pays en développement, dont la croissance économique reste fortement liée à l'agriculture, malgré les efforts fournis dans les autres secteurs - notamment l'industrie-, a des liens économiques et commerciaux de plus en plus étroit avec la Chine.

Cet article s'intéressera alors à la relation économique entre la Chine et le Maroc et tentera d'étudier l'effet que peut avoir les échanges commerciaux entre le Maroc et la Chine sur la croissance économique du Maroc pour ensuite analyser comment le Maroc peut profiter de cette relation ?

2- METHODOLOGIE

La méthode mixte a été adoptée alliant l'approche quantitative et qualitative, favorisant ainsi un design de complémentarité nous permettant de répondre à notre problématique sous ses différents angles.

La méthode quantitative ayant recours aux données numériques et à l'analyse statistique réduit ainsi le rôle du jugement humain dans l'interprétation des données et assure par le biais de cela l'objectivité maximale requise. Cette méthode nous permet d'analyser à l'aide de différentes variables endogène et exogènes, l'impact entre l'ouverture sino-marocaine et la croissance du Maroc, nous donne alors la possibilité de répondre en partie à notre problématique et de vérifier ses hypothèses.

En second lieu, la méthode qualitative, permettant de collecter les données non quantifiables et non déductibles par l'approche quantitative, viendra la renforcer et la compléter. Elle nous permettra d'affiner notre étude se basant sur des entretiens semi-directifs adoptant une approche inductive, nous fournissant les moyens de répondre à la deuxième partie de notre problématique, comment le Maroc peut profiter de sa relation avec la Chine pour améliorer sa croissance ?

Figure 1: Le design de complémentarité (inspiré de Creswell et al, 2006)



Source : Aldebert B., Rouziès A., 2011

1-1- L'approche quantitative

Pour répondre à la problématique : Comment le Maroc peut profiter de sa relation avec la Chine pour améliorer sa croissance ? Il sera nécessaire de commencer par répondre à plusieurs questions notamment, y a-t-il une relation entre l'ouverture sino-marocaine et la croissance du Maroc ? Si oui, cette relation serait-elle positive ou négative ? Comment pourrions-nous expliquer l'impact que pourrait avoir cette ouverture entre ces deux pays sur la croissance du Royaume ?

De ces questions, émanent les hypothèses suivantes :

H0 : L'ouverture commerciale sino-marocaine n'a aucun effet sur la croissance économique du Maroc

H1 : L'ouverture commerciale sino-marocaine a un impact sur la croissance économique du Maroc

Pour répondre à ces hypothèses, nous allons utiliser le paradigme positiviste avec une démarche de type hypothético-déductive. L'approche quantitative sera donc privilégiée nous permettant de quantifier l'impact que pourrait avoir l'ouverture sino-marocaine sur la croissance du Royaume.

1-1-1- Définition des variables utilisées

- **La variable endogène**

Nous utilisons comme variable endogène la croissance du Maroc calculée par le biais du taux de croissance annuel moyen du PIB. Nous prendrons en compte le PIB du Maroc de la période allant de 2016 à 2020.

- **Les variables exogènes : Les variables représentant l'ouverture**

Pour prélever les effets de l'ouverture commerciale sino-marocaine sur la croissance économique du Maroc, nous avons choisi de calculer l'ouverture commerciale par le biais de l'indicateur absolu le plus utilisé dans la littérature, le ratio d'ouverture. Ainsi nous utilisons trois variables pour l'ouverture des échanges :

- $RO = (Exportation + Importation) / PIB$
- IMP (correspondant au total des importations entre le Maroc et la Chine pendant la période de 2016-2020)
- EXP (correspondant au total des exportations entre le Maroc et la Chine pendant la période de 2016-2020)

1-1-2- Sources de données utilisées et méthodes d'estimation

- **Sources de données utilisées**

Afin d'étudier l'impact de l'ouverture sino-marocaine sur la croissance économique du Maroc, nous retenons la méthode de régression linéaire simple avec les deux variables : l'ouverture commerciale pour les deux pays faisant l'objet de l'étude, le Maroc et la Chine ; et la croissance économique du Maroc allant de 2016 à 2020. Ces variables, présentées au préalable, jugées pertinentes pour notre étude sont tirées de différentes sources :

- 2- Les données d'ouvertures commerciales (Exportations et Importations) sont extraites des quatre derniers rapports de l'office des changes.
- 3- Les données du Produit Intérieur Brut (PIB) sont issues du Fond monétaire international (FMI)

- **Méthode d'estimation**

Nous rappelons l'utilisation, dans cet article, d'un modèle de corrélation avec une régression linéaire simple. Pour réaliser notre corrélation, nous avons privilégié le logiciel R. Ce logiciel créé par Robert Gentleman et Ross Ihaka en 1997, pour sa première version, propose plusieurs avantages. Mis à part sa gratuité, l'un de ces points forts réside dans sa logique d'emploi, c'est un logiciel libre qui permet de visualiser et d'interpréter les données assez facilement.

L'équation prend en considération le taux de croissance et les variables d'ouverture transformés dans leur version logarithmique.

1-2- L'approche qualitative

Dans le but d'affiner notre étude, l'approche qualitative basée sur la méthode inductive sera prise en considération.

Les résultats de l'approche quantitative seront déjà interpréter, cette approche nous permettra de les discuter davantage et d'en tirer les défis que le Maroc devra relever pour améliorer sa relation avec la Chine et surtout pour en tirer profit.

Le type d'entretien utilisé dans cet article sera l'entretien semi-directif, également appelé entretien qualitatif ou approfondi. En effet, nous optons pour des questions ouvertes préparées au préalable.

3- Approche quantitative

Le modèle retenu dans le cadre de cet article est la corrélation de Pearson avec une régression linéaire simple. L'objectif étant de voir comment l'ouverture entre la Chine et le Maroc influence la croissance du Royaume. Pour se faire, nous avons utilisé le logiciel R. Le modèle se base sur les variables d'ouverture à savoir les importations provenant de la Chine et les exportations à destination de l'empire du milieu afin de calculer le logarithme du taux d'ouverture, la variable endogène est la croissance économique, mesurée par la différence

logarithmique du produit intérieur brut. Cette étude utilise des données annuelles couvrant la période allant de 2016 - date de visite du roi Mohammed VI à Pékin, en Chine - à 2020, et prenant en considération uniquement les deux pays concernés à savoir la Chine et le Maroc. Les tableaux ci-dessous représentent les variables endogènes et exogènes prises dans ce modèle.

Tableau 1 : Statistiques descriptives

Date	Importation provenant de la Chine (MDH)	Exportation à destination de la Chine (MDH)	Solde commercial	Ratio d'ouverture	Taux de croissance
2016	37 324	2 239	-35 085	0,19	-75,55
2017	39 561	2 973	-36 588	0,2	27,2
2018	47 285	2 540	-44 745	0,22	10
2019	49 816	2 725	-47 091	0,23	4,5
2020	51 495	2 479	-49 016	0,26	405

Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'Office des changes

Part des importations en 2020 : 12,2 %

Part des exportations en 2020 : 0,9 %

Tableau 2: Le PIB du Maroc de 2016 à 2023

	2016	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
PIB *	1013,88	1058,75	1129,2099	1146,55	1026,51	1160,19	1266,80	1343,876

Source : FMI

*(converti en milliards de dhs selon les cours de chaque année)

Ces tableaux représentent les statistiques récapitulatives pour l'ouverture commerciale et la croissance économique. Les variables utilisées sont sélectionnées sur la base de la disponibilité des données et seront transformées en leurs formes logarithmiques naturelles. Les résultats du tableau 1 montrent que les importations marocaines provenant de la Chine sont plus importantes que les exportations d'où le déficit de la balance commerciale

marocaine qui d'ailleurs se creuse d'année en année affichant un taux de couverture relativement bas de 29.8%.

Pour tester la corrélation entre les variables, deux matrices ont été établies : une première matrice présentant la corrélation entre la croissance et le taux d'ouverture et une seconde entre le PIB et les importations et exportations entre le Maroc et la Chine. Les résultats ci-dessous annoncent une corrélation positive.

Tableau 3: Matrice de corrélation entre croissance et taux d'ouverture

```
> ac=data.frame(ov,cr)
> cor(ac, method = c("pearson"))
      ov      cr
ov 1.000000 0.7722084
cr 0.7722084 1.0000000
```

	Ouverture	Croissance
Ouverture	1	0,7722
Croissance	0,7722	1

Source : élaboré par nos soins à partir du logiciel R

Ainsi la régression linéaire entre le logarithme (croissance) [variable dépendante] et le logarithme (taux d'ouverture) est la suivante :

Log (croissance) = **7,013**+ **3.894***log (taux d'ouverture).

R²= 0.544 ce qui signifie que le modèle est représentatif à 54,4%.

Tableau 4: Estimation du modèle 1

```
> model <- lm(lcr ~ lov, data = ab)
> summary(model)

Call:
lm(formula = lcr ~ lov, data = ab)

Residuals:
    1     2     3     4     5 
-0.45055  0.66537  0.04637 -0.33438  0.07320 

Coefficients:
            Estimate Std. Error t value Pr(>|t|)
(Intercept)    7.013     3.135   2.237   0.111
lov            3.894     2.057   1.893   0.155

Residual standard error: 0.505 on 3 degrees of freedom
Multiple R-squared:  0.5444,    Adjusted R-squared:  0.3925 
F-statistic: 3.585 on 1 and 3 DF,  p-value: 0.1546
```

On obtient donc une corrélation positive entre les variables de croissance et les variables d'ouverture. Celle-ci correspond à une valeur de F (test de Sir Ronald Fisher) de 3.585. La probabilité d'avoir une corrélation aussi élevée dans un échantillon si la corrélation dans la

population est nulle est de 15,46% elle est donc inférieure au niveau de signification ($p \leq 0.5444$) ce qui nous permet de rejeter l'hypothèse H_0 tandis que l'hypothèse H_1 sera retenue.

Ainsi l'ouverture sino-marocaine aurait un impact positif sur la croissance du Maroc, elle serait donc bénéfique malgré le déficit commercial qui se creuse d'année en année prouvant un échange inégal entre les deux pays.

Pour accentuer notre analyse nous allons réaliser la corrélation entre le PIB ; les importations et exportations entre le Maroc et la Chine.

Tableau 5: Matrice de corrélation entre PIB et importation/ exportation Maroc/Chine

```
> cor(ad, method = c("pearson"))
      pib      imp      exp
pib 1.000000 0.46969392 0.41849334
imp 0.4696939 1.00000000 0.06443662
exp 0.4184933 0.06443662 1.00000000
```

	PIB	IMP	EXP
PIB	1	0,4696	0,4696
IMP	0,4696	1	0,6443
EXP	0,4696	0,6443	1

Source : élaboré par nos soins à partir du logiciel R

Dans ce cas la régression linéaire entre le PIB ; l'importation et l'exportation est comme suit :

$$\text{PIB} = 664.6 + 4.231 \cdot \text{imp} + 84.3725 \cdot \text{exp}$$

$R^2 = 0.372$ donc le modèle est représentatif à 37,2%.

Tableau 6: Estimation du modèle 2

```
Call:
lm(formula = pib ~ imp + exp, data = ab)

Residuals:
    1     2     3     4     5 
1.832 -25.206 49.248 40.214 -66.088

Coefficients:
            Estimate Std. Error t value Pr(>|t|)
(Intercept)  664.676    386.170   1.721   0.227
imp           4.231      5.344   0.792   0.512
exp          84.725    122.039   0.694   0.559

Residual standard error: 67.26 on 2 degrees of freedom
Multiple R-squared:  0.372,    Adjusted R-squared:  -0.2561
F-statistic: 0.5923 on 2 and 2 DF,  p-value: 0.628
```

Encore une fois, la corrélation est positive. Ce qui pourrait sous-entendre que cette relation peut offrir plusieurs opportunités aux Maroc malgré le déficit commercial. Pour le prouver et ainsi répondre à la problématique nous avons réalisé des entretiens semi-directifs.

4- Approche qualitative

Pour pouvoir relever les opportunités que le Maroc peut saisir de sa relation commerciale avec la Chine et surtout les points dont le pays doit améliorer pour y profiter au mieux, des entretiens semi-directifs ont été établis.

Les entretiens ciblaient essentiellement des employés aux ministères des affaires étrangères et de l'Economie et des Finances, visant essentiellement le département chargé des relations économiques entre le Maroc et les pays asiatiques et des employés de l'ambassade de Chine basé au Maroc visant le département économique. L'objectif de base était d'avoir des réponses pertinentes des deux parties Maroc et Chine. Cependant, après plusieurs tentatives non abouties et suite à plusieurs restrictions, quatre entretiens ont été établis, avec tout de même des personnes de haut niveau mais uniquement de la partie marocaine.

En effet, n'ayant reçu aucune réponse de l'ambassade de Chine, nous avons contacté la directrice de l'Institut Confucius de Casablanca qui a préféré répondre aux questions par écrit. Cependant les réponses n'ont pas été prises en considération par notre étude, jugées insignifiantes.

Concernant la partie marocaine, étant donné que les ministères refusent subtilement de donner de réponse pour des raisons institutionnelles, nous nous sommes dirigés vers d'autres types d'institutions à savoir : l'institut marocain des relations internationales, la délégation de l'industrie et commerce de Meknès, la Chambre de commerce et d'industrie de Meknès et l'annexe du Centre Régional d'Investissement à Meknès. Le tableau ci-après retrace les principales caractéristiques des personnes ayant acceptée de donner de leur temps au moment de l'entretien. Ces personnes ont acceptés volontiers d'effectuer l'entretien tout en autorisant d'évoquer leur statut. Toutefois, dans un souci de respect des règles d'anonymat et pour des raisons de commodité, leurs noms ne seront pas divulgués.

Tableau 7 : Caractéristiques des personnes ayant effectuées l'entretien

Code entretien	Sexe	Tranches d'âge	Institution	Lieu de l'institution	Statut
1	M	Plus de 46 ans	L'institut marocain des relations internationales	Casablanca	Président
2	M	Entre 36 et 40 ans	délégation de l'industrie et commerce	Meknès	chef des services de l'industrie
3	M	Plus de 46 ans	Chambre de commerce et d'industrie	Meknès	chef de département des relations internationales
4	M	Entre 36 et 40 ans	Annexe du Centre Régional d'Investissement	Meknès	Chef de l'annexe

Toutes les personnes qui ont acceptées d'effectuer l'entretien sont de sexe masculin, la moitié a de 36 ans à 40 ans et l'autre moitié à plus de 46 ans. Les quatre personnes ont un poste de responsabilité, trois d'entre eux dans une entité étatique et un est le président de sa propre association (l'IMRI) à but non lucratif crée en 2003. La moitié des enquêtés a une fonction attaché directement aux relations internationales tandis que le domaine de l'autre moitié relève de l'investissement pour l'un et de l'industrie pour l'autre.

4-1- Déroulement des entretiens

Suite à ces entretiens, notre question principale est de savoir comment le Maroc peut profiter de sa relation économique et commerciale avec la Chine et prendre le modèle de ce pays comme source d'inspiration pour enregistrer une croissance soutenue et durable ? Pour cela notre entretien s'articule autour de 6 questions comme suit :

- Question n°1 : « *Comment évaluez-vous les relations sino-marocaines ?* ». Cette question ouverte et très vague permet à la personne qui effectue l'entretien de parler librement sur tous les aspects relevant de la relation entre le Maroc et la Chine lui permettant d'évoquer une panoplies de sous-sujets qui peuvent nous être utile pour

notre enquête ce qui nous permettra de mieux gérer la suite de notre entretien et d'aiguiller l'enquêté vers les points qui nous seront plus utiles et à développer.

- Question n°2 : « *Comment le Maroc et la Chine peuvent profiter des échanges effectués entre eux pour améliorer leur croissance mutuelle?* » : Cette question a subi quelques modifications du fait de l'absence de réponse de la partie chinoise. Compte tenu que cette thèse s'intéresse principalement à la croissance du Maroc, cette question a été reformulée de façon à s'interroger principalement sur le profit que peut tirer le Maroc suite à sa relation économique et commerciale avec la Chine. Elle s'est imposée d'elle-même constituant le socle de notre entretien permettant de s'inspirer des réponses données afin d'énumérer les recommandations pour que le Maroc puisse mieux profiter de sa relations avec la Chine en particulier et les pays asiatiques voire le reste du monde de façon plus générale.
- Question n°3 : « *Comment les IDE chinois peuvent contribuer à la croissance du Maroc ?* ». En parlant des échanges entre le Maroc et la Chine, il était évident d'évoquer les IDE chinois et leur répercutions sur la croissance marocaine notamment avec les projets en cours.
- Question n°4 : « *A votre avis, comment le Maroc peut s'inspirer de la Chine pour améliorer sa stratégie de croissance ?* ». La Chine, ce géant asiatique qui a fait ces preuves en ci peu de temps à été un exemple pour plusieurs pays en développement. Cependant avec la différence de taille entre le Maroc et la Chine l'imiter tout simplement ne donnera pas les mêmes fruits pouvant même conduire à l'échec d'un modèle qui a pu réussir pour d'autres pays, d'où l'importance de cette question.
- Question n°5 : « *Que pensez-vous des dires inquiétants des pays occidentaux accusant la Chine comme étant une menace pour les pays Africains ?* ».
- Question n°6 : « *Le Maroc ne serait pour la Chine qu'une passerelle entre celle-ci et l'Union Européenne, qu'en pensez-vous ?* ».

Ces deux dernières questions ont été posé afin d'en tirer les avis des différents interviewés concernant le regard que peut porter la presse, notamment occidentale, vis-à-vis de ce pays qui est devenu en peu de temps la seconde économie mondiale

Il est à noter que ces questions ont pu subir quelques modifications selon le cours de l'entretien. Certaines questions ont alors pu être posé avant d'autres ou reformulés. Ajoutant que les interviewés n'ont pas tous répondu aux 6 questions avec détails.

En effet, pour la première question (Comment évaluez-vous la relation sino-marocaine ?) par exemple, nous avons pu ajouter : notamment depuis la visite du roi Mohammed VI à Pékin en 2016 ? Chose qui a été faite pour l'entretien 1. Dans ce même entretien nous avons ensuite posé, comme deuxième question, la sixième apportant une plus grande fluidité au discours étant donné que le répondant a évoqué succinctement le sujet lors de sa première question. Dans ce cas cette question a été reformulée comme suit : « Vous avez signalé l'intérêt que porte la Chine aux pays Africain riche en pétrole et en mines, dans ce cas, le Maroc ne faisant pas partie de ces pays, quel rôle joue le Maroc pour la Chine, est-il une simple passerelle entre la Chine et l'Europe ? ». La seconde question : « Comment le Maroc et la Chine peuvent profiter des échanges effectués entre eux pour améliorer leur croissance mutuelle? », a donc été posé en troisième position dans cet entretien et reformulé comme suit, suite aux propos déjà cité par le répondant, « Avec l'absence d'accord de libre échange entre le Maroc et la Chine et en vue d'une balance commerciale déficitaire pour le Maroc, on peut parler d'échanges inégales, mais alors comment le Maroc peut profiter de cette relation avec la Chine pour pouvoir améliorer sa croissance ? ». D'autres questions n'ont pas été posé notamment la Question n°3 dans l'entretien 1, compte tenu que le sujet y a déjà répondu dans une question précédente. Une question qui n'a non plus été posé pour l'entretien 2. Il est a noté que trois interviewés sur quatre ont répondu à toutes les questions posés. L'entretien quatre ne répond néanmoins qu'aux quatre premières.

Notons que dans un souci méthodologique, les entretiens devaient être intégralement enregistrés. Cependant, à cause du refus et de la réticence de certains sujets, nous n'avant enregistré que deux, soit la moitié, se contentant de la transcription manuelle des deux autres. Ajoutant qu'aucune déontologie n'oblige une personne interviewée à se soumettre à un entretien enregistré.

Ces entretiens qui ont durée entre 10 à 30 min ont été retranscrit mot pour mot. Ils seront soumis à une analyse thématique de leurs contenus, ce qui nous permettra de mieux déceler les points les plus importants évoqués par nos répondants et d'en sortir les défis à relever.

4-2- Analyse de contenu des entretiens

Après une revue de littérature sur la méthodologie qualitative et plus précisément l'analyse des entretiens semi-directifs (Laurence BARDIN (1993), Bernard FALLEY et Florence

RODHAIN (2007), Amélie MARTIN, Sonia ADELE et Coralie RETENAUER (2016), Jean DEBRET (2022), Lotte DAMHUIS et Danielle RUQUOY (2012), Romy SAUVAYRE (2021)), et inspiré de Loubna LAHLOU (2010) qui a utilisé l'analyse séquentielle et thématique pour des entretiens exploratoires, nous avons opté pour la démarche proposée par Jean-Jacques Quintin dans son ouvrage intitulé « Analyse de données qualitatives : Outils de production de données qualitatives et méthode d'analyse ». Nous utiliserons principalement, dans notre cas, l'analyse thématique, le but de l'analyse des entretiens étant notamment le fait d'en tirer des recommandations.

Après la retranscription des entretiens et avec une relecture certains thèmes ont pu être soulevé à savoir, le déficit budgétaire, la concurrence, les investissements étrangers comme levier pour la croissance ou encore le soutien politique et l'aide économique proposé par la République populaire de Chine au Maroc.

Selon nos interviewés, la croissance est liée principalement à l'industrie. Un secteur que le Maroc devra développer davantage. Compte tenu de la taille du marché marocain dont la productivité est encore très modérée, la solution lui permettant d'équilibrer la balance serait d'attirer les IDE, les aides publiques chinoises étant également les bienvenue. Nous pouvons ainsi conclure que malgré le déficit commercial que peut engendrer l'ouverture commerciale sino-marocaine sur la croissance du Maroc, la solution serait de mieux négocier cette relation pour ce faire il est nécessaire d'analyser les avantages et les opportunités que le Maroc peut tirer de cette ouverture et les inconvénients et les menaces qu'il pourrait tenter d'éviter.

4-3- Opportunités et menaces

Dans cette étape, nous allons dresser les avantages/ opportunités et inconvénients/ menaces tirés par les entretiens pour pouvoir en sortir avec des recommandations.

Deux points principaux ont pu être tirés de ces entretiens. Tout d'abord, les projets d'investissements chinois que le Maroc a pu attirer suite à sa position géographique, à ses accords de libre-échanges et à sa stabilité politique, permettant de créer de la richesse et de l'emploi; malgré le fait qu'ils restent minimes par rapport aux autres pays africains riches en ressources naturelles à forte valeur ajoutée. Le second point, serait le déficit de la balance commerciale qui se creuse de plus en plus compte tenu du déséquilibre que détient le Maroc

entre ses exportations (concentrées principalement sur la matière première et les biens intermédiaires) et ses importations, les IDE ne pouvant pas combler ce déficit.

Les opportunités et menaces décelées de ces entretiens vont nous permettre d'élargir notre discussion et de pouvoir proposer de meilleures recommandations. Cependant, nous n'allons pas se contenter de cette unique source. Nombreux sont les auteurs qui ont analysé l'ouverture entre le Maroc et la Chine de façon particulière et entre les grands pays asiatiques et l'Afrique de façon plus générale. Coussy Jean et Lanseig Jerom (1999) souligne dans leur livre « L'Asie en Afrique », plusieurs menaces provoquées notamment par le marché chinois, à savoir, la concurrence chinoise qui peut provoquer des faillites locales ou retraits d'entreprises étrangères non remplacées, le non respect de l'environnement, la corruption des fonctionnaires, l'absence de transparence des comptes ainsi que la chute des revenus fiscaux à cause de contrebande ou des réductions tarifaires. En contrepartie, Gaye Adama (2006) évoque dans son ouvrage « Chine-Afrique : le dragon et l'autruche », les bienfaits de cette relation. Pour lui, la Chine œuvre à aider les pays africains dans son processus de développement. Elle a opté à financer ce dont l'Afrique a besoin le plus : l'infrastructure, en contrepartie de ses besoin – le pétrole, les minerais et les terres agricoles – corrigeant « l'erreur des années 70 », celle de fournir des aides financières qui contribuait essentiellement à financer les poches des dirigeants malhonnêtes. Il note l'accroissement des investissements, l'annulation partielle ou totale des dettes et la réduction des barrières commerciales. Gakou Mohammed Lamine (2009) met également l'accent, dans son livre « Afrique subsaharienne et développement de l'Asie de l'Est », sur l'accroissement des IDE. Selon l'auteur, la Chine dispose de capitaux en abondance qui ne cherche qu'à être investis et l'Afrique dispose d'un marché potentiel à saisir. Ainsi la Chine tout en suivant ces intérêts aidera l'Afrique à se développer. Bart François (2011), évoque également la contribution de la Chine à la construction d'infrastructure comme une opportunité pour les pays africains qui sont cependant sujet à une forte concurrence des produits chinois grandement apprécié par les consommateurs africains. Parmi les avantages que les pays africains peuvent tirés de cette relation, Delcourt Laurent (2011), cite l'éloignement de la dépendance vis-à-vis des pays du Nord qui pour lui freinent la croissance du continent, il évoque également la construction d'infrastructure visant le renforcement institutionnel et la lutte contre la pauvreté. Toutefois, la contrepartie de cette « aide » non gratuite qui selon l'auteur ressemble à du troc, serait l'extraction de ressources naturelles à travers l'acquisition de parts dans des entreprises

nationales et des licences. La négligence des critères sociaux et environnementaux font également parti de ces menaces. Le déficit commercial est signalé par Mbabia Olivier (2012), ainsi que la concurrence des produits chinois caractérisés par leurs bas coûts qui diminue la demande locale et déstabilise le marché de l'emploi, la négligence des normes environnementaux et le non respect des droits de l'homme sont aussi les inconvénients de cette relation. Cependant la Chine contribue au développement des pays africains par l'accroissement des IDE et l'aide financière qu'elle attribue. Selon une étude effectuée par le centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement (2012), l'ouverture commerciale sino-africaine permet aux pays africains de diminuer la pauvreté enregistrant de nouvelles opportunités d'emploi, l'amélioration des compétences et l'accès aux biens à des coûts abordables. La construction d'infrastructure, l'accès à des taux tarifaires préférentiels, la diversification et l'élargissement des partenaires font également partis des opportunités présentés par l'étude. Cependant cette relation peut constituer nombreuses menaces pour les pays africains à savoir, les obstacles non tarifaires qu'impose la Chine pour les biens dont elle a le moins de besoin (le pétrole et les minerais par exemple pénètrent facilement le marché chinois), la concurrence qui menace la survie des entreprises locales africaines ce qui résultera une augmentation du taux de chômage, l'importation de capital humain chinois pour leurs projets délocalisés dans les pays africains sous prétexte du manque de compétence en Afrique ce qui limite les gains pour ces pays comme l'a également indiqué l'interviewer 1 et la dégradation de la santé environnementale du continent. Boillot Jean-Joseph et Dembinski Stanislas (2013) utilise le mot « exploitation » pour décrire la contrepartie de l'« aide » chinoise aux pays africain tout comme Katja Banik (2016) qui ajoute que la Chine renverse son rôle d'invité à l'hôte prenant le contrôle, proposant des dettes « soulageantes », n'appliquant pas les valeurs universelles, dans le but de devenir de plus en plus puissante et mettre la « communauté sous pression ».

Ikbal Sayeh, Said Moufti et Ahmed Sabri (2004) énumèrent, dans leur livre, « Répercussions de la montée en puissance de la Chine sur les économies international et national », les opportunités et menaces engendrées de l'ouverture sino-marocaine. Selon eux, suite à cette relation, nous pouvons remarquer une baisse des tarifs douaniers, notamment avec l'engagement des deux pays dans le cadre de l'OMC ; les IDE se sont crûs davantage surtout avec l'intérêt des entreprises chinoises à délocaliser leur accessibilité aux marchés européens ce qui résultera plusieurs avantages à savoir, le transfert de technologie et de savoir faire et la

baisse du chômage. D'autre part, cette ouverture suscite un déficit budgétaire, suite à l'importation de produits à forte valeur ajoutée et l'exportation de produits primaires et biens intermédiaires. Il est à noter également que l'offre d'exportation marocaine est inadaptée à la demande d'importation chinoise et que les obstacles tarifaires restent relativement élevés sur les produits importés pour le marché intérieur. Le Maroc souffre aussi d'une forte concurrence chinoise, aussi bien sur le marché domestique que sur les marchés traditionnels d'exportation (surtout le textile et l'habillement), qui s'est accentuée depuis l'accession de la République populaire de Chine à l'OMC, la Chine ayant bénéficiée de la libéralisation de ces échanges internationaux.

Rhattat Rachid (2013) dans son article : « Les relations économiques et commerciales sino-marocaines : de la coopération au partenariat stratégique » évoque le soutien politique et économique de la Chine vis-à-vis du Maroc. Politiquement, la Chine ne reconnaît pas le Polisario et considère la région du Sahara comme une province marocaine. Économiquement, la Chine contribue au développement de la connaissance du Maroc, du tourisme et de l'énergie renouvelable. La concurrence des entreprises chinoises par rapport aux fournisseurs occidentaux représente également un atout pour le Maroc qui bénéficie de produits moins coûteux et plus rapides. Toutefois, l'auteur ne manque de déceler les différentes menaces provoquées par cette ouverture, notamment la concurrence chinoise sur le marché local et extérieur ce qui entraîne la « destruction » de plusieurs emplois, l'imposition de mesures tarifaires par la Chine, surtout pour les produits directement concurrentiels, le manque d'investissement par rapport aux pays africains disposant de ressources énergétiques ainsi que le déficit de la balance commerciale. Cette dernière est d'ailleurs évoquée par nombreux auteurs comme Jawad Kerdoudi (2016) qui évoque aussi la concurrence directe dans certains produits manufacturés tel le textile et l'agroalimentaire mais qui ne manque de souligner le soutien apporté par la Chine au sein du conseil de sécurité de l'ONU quant à l'intégralité territoriale du Maroc et la baisse des barrières tarifaires et non tarifaires imposées aux importations.

L'IRES effectue une étude en 2016 sur « les relations internationales du Royaume » évoquant l'existence d'espace d'intérêt commun entre le Maroc et la Chine (l'Afrique et le monde arabe) permettant au Maroc de jouer le rôle d'interlocuteur dans cette relation, il ne manque de noter le déficit de la balance commerciale qui se creuse de plus en plus étant faiblement compensé par les IDE et les flux de touristes chinois.

Lionel Vairon (2010), évoque l'intérêt de l'ouverture chinoise sur la région méditerranéenne qui serait notamment la pénétration des marchés de l'U.E, de l'Afrique et même de l'Amérique à travers les accords de libre-échange. Cependant le Maroc peut tirer profit de cette relation à travers les IDE, le pays pouvant attirer la Chine par le biais d'une main d'œuvre peu couteuse dans plusieurs de ses régions (malgré le fait quelle soit moins performante que la main d'œuvre chinoise), des marchés très ouverts aux produits chinois avec un potentiel de consommateurs importants. Deborah Brautigam et Tang Xiaoyang (2011) traite de l'Etat des zones économiques spéciales de la Chine en Afrique qui peuvent accueillir tout type d'entreprises étrangères pas uniquement les projets chinois. Ces derniers qui se localisent généralement à proximité des ports important en général leur propre main d'œuvre. Thierry Pairault (2017) parle du fait que le Maroc a pu attirer les constructeurs automobiles chinois par le biais de constructeurs occidentaux basés dans le pays avec lesquelles elle entretient déjà des relations en Chine et par le biais de vente qu'ils peuvent réaliser profitant des accords de libre-échange signés par le Maroc. Sara Guillou (2018), présente les menaces industrielles résultées par l'expansion chinoise notamment la dynamique des exportations chinoises et la pratique de subvention et de dumping.

Selon François LAFARGUE (2009), La Chine montre son intérêt aux projets d'infrastructure, toutefois les investissements chinois restent encore limités au Maroc et souffre de non respect des normes environnementales. Les bénéfices chinois des IDE au Maroc sont destinés vers la Chine et non utilisés pour d'autres investissements dans le territoire marocain. Le Maroc souffre également de délocalisation de ses entreprises étrangères vers la Chine. L'auteur finit en évoquant l'Inde en tant que concurrente de la Chine au sein de l'Afrique ; une idée qu'a également évoqué Fathallah Oualalou (2018) dans son article : « Un tournant pour l'économie mondiale : l'Europe se réveille, l'Asie consolide sa position » où il se demande comment le Maroc pourrait améliorer sa négociation que ce soit avec les pays voisin ou les pays lointains ? Une question que nous allons se poser en se spécifiant notamment sur la relation entre le Maroc et la Chine. En effet le Maroc devra mieux gérer et profiter de sa relation d'ouverture améliorant ses points forts et diminuer ses faiblesses.

5- CONCLUSION ET PERSPECTIVE

La relation entre le Maroc et la Chine remonte dans l'histoire, cependant l'ouverture commerciale entre ces deux partenaires n'a pu être accentuée qu'à partir des années 2016,

après la visite du Roi Mohammed V de Pékin. Cette relation reste toutefois encore timide par rapport aux pays avec qui le Maroc établi des accords de libre-échange. Afin de mieux négocier cette relation, le Maroc devra améliorer certains points à savoir : l'investissement dans le capital humain (notamment dans les deux secteurs éducation et santé) comme pilier de la croissance ; l'encouragement des IDE permettant d'équilibrer la balance commerciale, le développement de la compétitivité sans négliger le respect des normes sociaux et environnementaux.

En effet, le Maroc devra profiter des investissements chinois et en attirer davantage lui permettant de réduire le déficit de sa balance commerciale et de diminuer le chômage à condition d'investir dans le capital humain, pour former des compétences saines adéquates aux attentes du marché chinois.

Le pays devra également profiter de l'intérêt chinois à investir dans un pays attrayant grâce à sa position géostratégique (faisant partie de l'Afrique et proche de l'Union Européenne avec qui il noue des relations très anciennes) et ses accords de L-E, afin d'insérer une relation quadrilatère joignant le Maroc, la Chine, l'Afrique et L'U.E.

Cependant, le Maroc devra aussi encourager l'entrepreneuriat et améliorer sa productivité. Il devra opter pour la diversification, notamment dans le secteur tertiaire à forte valeur ajoutée, où le pays a d'ailleurs fait des efforts ces dernières années, afin de développer son secteur industriel, adoptant plusieurs réformes. Toutefois, en considérant la taille du marché marocain, le pays devra trouver des niches économiques tout en misant sur la qualité de ses produits et leur authenticité afin d'être plus compétitif que ce soit sur le marché local ou international. Il ne doit d'ailleurs pas manquer d'opportunités, pour utiliser des normes protectionnistes si-nécessaire, afin de protéger son industrie naissante et préserver son marché national et international.

Nous clôturerons notre article par cette conclusion. Le Maroc devra adopter l'ouverture commerciale - compte tenu des opportunités que la relation économique entre le Maroc et la Chine présente - tout en utilisant des normes protectionnistes pour se protéger des menaces auxquelles peut faire face la production locale.

Dans cette perspective, le Maroc devra œuvrer à diversifier davantage ses relations économiques et commerciales, avec ces pays asiatiques notamment avec l'Inde ; concurrente

directe de la Chine prédit comme la prochaine « usine du monde », affichant la meilleure croissance dans le monde, selon la banque mondiale. D'ailleurs, ne serait-ce pas plus intéressant pour le Maroc de négocier un accord de libre-échange avec de tels pays ?

REFERENCES

- [1] DOLLAR D. (1992) - *Economic development and cultural change*, journals.uchicago.edu.
- [2] BARRO R. J. et SALA-I-MARTIN X. (1997) - *Technological Diffusion, Convergence, and Growth*, Journal of Economic Growth, Vol. 2, N°1, pp 1-26.
- [3] SACHS J. D. et WARNER A. M. (1995) - *Natural Resource Abundance and Economic Growth*, Working Paper 5398, National Bureau Of Economic Research
- [4] EDWARDS S. (1998) - *Openness, Productivity and Growth: What Do We Really Know?*, The economic Journal, Vol. 108, N° 447, pp. 383- 398
- [5] ALDEBERT B. et ROUZIES A. (2011). - *L'utilisation des méthodes mixtes dans la recherche française en stratégie : constats et pistes d'amélioration*.
- [6] Les statistiques concernant les importations et les exportations sont tirés de l'Office des changes, « Rapport annuel : Commerce extérieur du Maroc », Selon le manuel des Nations Unies (IMTS 2010), 2020
- [7] BARDIN L. (1993) - *L'analyse de contenu*, Pais, PUF.
- [8] FALLERY B. et RODHAIN F. (2007) - *Quatre approches pour l'analyse de données textuelles: lexicale, linguistique, cognitive, thématique*, XVIème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS, Montréal, Canada. pp. 1-16.
- [9] MARTIN A., ADELE S., REUTENAUER C. (2016) - *Stratégies du voyageur : analyse croisée d'entretiens semi-directifs*. 13ème Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles (JADT), Nice, France.
- [10] DEBRET J. (2020) - *Le Codage d'Entretien - Méthodologie & Exemples*, Scribbr.
- [11] DAMHUIS L. et RUQUOY D (2012) - *Collecte de données : Les entretiens semi-directif*.
- [12] SAUVAYRE R. (2021) - *Initiation à l'entretien en science sociale*
- [13] LAHLOU L. (2010) - *L'enseignement universitaire court au Maroc (de 1986 à 2009) ou la professionnalisation de l'université* », Editions Bouregreg communication.
- [14] QUINTIN J-J (2012) - *Analyse de données qualitatives : Outils de production de données qualitatives et méthode d'analyse*, MCF - Université Lumière Lyon 2.
- [15] JEAN C. et JEROM L. (1999) – *L'Asie en Afrique*
- [16] ADAMA G. (2006) – *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*
- [17] GAKOU M.L (2009) – *Afrique subsaharienne et développement de l'Asie de l'Est*

- [18] BART F. (2011) – *Chine et Afrique : une longue histoire, une nouvelle donne géographique*
- [19] DELCOURT L. (2011) – *La Chine en Afrique : enjeux et perspectives*
- [20] BRAUTIGAM D. et XIAOYANG T. (2011) – *Shenzhen Africain : les zones économiques spéciales de la Chine en Afrique*, Outre-terre 2011/4, N°30, pp. 133- 149
- [21] MBABIA O. (2012) – *La Chine en Afrique : histoire, géopolitique*
- [22] Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement (2012) – *La Chine et l'Afrique : les faits et les chiffres*
- [23] BOILLOT J-J et DEMBINSKI S. (2013) – *Chindiafrique*
- [24] BANIK K. (2016) – *Les relations Chine-UE : à la croisée des chemins*
- [25] SAYEH I., MOUFTI M. et SABRI A (2004) – *Répercussions de la montée en puissance de la Chine sur les économies international et national*
- [26] RHATTAT R. (2013) - *Les relations économiques et commerciales sino-marocaines : de la coopération au partenariat stratégique*
- [27] KERDOUDI J., (2016) – *L'Asie : quels enjeux géostratégiques et économiques pour le Maroc ?*
- [28] L'IRE, (2016) – *Les relations internationales du Royaume*
- [29] VAIRON L., (2010) – *La Chine en méditerranée, l'émergence d'une nouvelle puissance ?*, Confluences méditerranée 2010/3 (N°74), pp. 39-52
- [30] LAFARGUE F. (2009) – *La Chine en Afrique : Une présence limitée et une puissance contrariée*, Perspective chinoise 2009/4 (N°106), pp. 88-94
- [31] GUILLOU S. (2018) – *Doit-in s'inquiéter de la stratégie industrielle de la Chine ?*, (OFCE, Science Po Paris), Où va l'économie ?, 2018/3
- [32] PAIRAULT T. (2017) – *La Chine dans la mondialisation : L'insertion de la filière automobile chinoise en Algérie et au Maroc*, Revue internationales des économistes de langue française 2017/2, N°2, pp.133-150